

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

0040 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 0040/AONR/MINTP/ CIPM-TCRI /CCCM-TR/2024 DU 01 Juin 2024
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION
(REVÊTEMENT EN ENDUIT BICOUCHE ET EN BÉTON BITUMINEUX) DE LA ROUTE SANGMÉLIMA -
NKOLOTOU'OUTOU (19,00 KM) Y COMPRIS BRETELLE DERRIÈRE HÔPITAL DE REFERENCE -
DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE MINMAP - SITE LÉGION DE GENDARMERIE (1,5 km) DANS LA
RÉGION DU SUD.

Financement : BIP du MINTP, Exercices 2024, 2025 et 2026.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du Budget d'investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de réhabilitation (revêtement en enduit bicouche et en béton bitumineux) de la route Sangmélina - Nkolotou'outou (19,00 km) y compris bretelle derrière hôpital de référence - Délégation Départementale MINMAP - site Légion de gendarmerie (1,5 km) dans la Région du Sud.

2. Allotissement

Les travaux sont constitués d'un (01) lot unique ainsi qu'il suit :

N° de lot	Région	Tronçons	Linéaire Estimé (km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
Unique	Sud	Sangmelima - Nkolotou'toutou	19,00	6 500 000 000	12	Réhabilitation
		Bretelle : Hôpital de référence - Délégation Départementale MINMAP - Site Légion de Gendarmerie	1,5			
TOTAL			20,5	6 500 000 000		

3. Consistance des travaux

La consistance des travaux comprend les activités ci-après :

➤ INSTALLATION DE CHANTIER

- L'installations de chantier, leurs maintenances et leurs fonctionnements pendant la durée du chantier ;
- Les Amenées et repli du matériel ;
- Étude d'exécution et géotechnique.

➤ DÉGAGEMENT ET PRÉPARATION DU TERRAIN

- Nettoyage du terrain et enlèvement de la terre végétale ;
- Engazonnement des talus ;
- Démolition d'ouvrage hydraulique.

➤ TRAVAUX DE TERRASSEMENTS

- Déblais non réutilisables ou décaissement ;
- Remblais en provenance d'emprunts ;
- Compactage et profilage de la plate-forme des terrassements ;
- Une couche de forme en graveleux latéritiques naturels (Ep=30cm).

➤ TRAVAUX SUR LA CHAUSSÉE

La chaussée d'une largeur moyenne de cinq (05) mètres sera constituée de :

- Une couche de forme en graveleux latéritique (Ep=30cm) ;
- Une couche de fondation en grave latérique (Ep=20cm) ;
- Une couche de base en grave concassé 0/31,5 (Ep=15cm) ;
- Une couche d'imprégnation au cut back 0/1 ou à l'émulsion avec sablage ;
- Une couche de roulement en enduit superficiel bicouche avec quelques sections en béton bitumineux (Ep=05cm) ;
- Traitement de certains nids de poules.

➤ OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

Les travaux de construction des ouvrages d'assainissement comprennent :

- la construction des fossés ;
 - la construction des caniveaux ;
 - la construction des descentes d'eaux ;
 - la construction des avaloirs ;
 - la réalisation des Perrés en maçonnerie de moellons.
- **OUVRAGE D'ART**
- La construction des dalots cadre.
- **SIGNALISATION ET ÉQUIPEMENT**
- Glissières de sécurité métallique
 - Signalisation horizontale
 - Signalisation verticale
 - Pose de bornes penta kilométrique
- **DIVERS**
- Le déplacement de réseau

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais des catégories A et B à l'issue de la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « route » conformément au tableau ci-après :

Numéro	Entreprise	Catégorie
1	BUNS	A
2	CROISIÈRE BTP SARL	A
3	MAG SARL	A
4	RAZEL FAYAT CAMEROUN	A
5	ROUFD'AF	A
6	SOMAF	A
7	STE CABTE SARL	A
8	CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING COMPANY CAMEROON	A
9	HAB SA	A
10	ETH SARL	B
11	SEMIC SARL	B
12	SLEB SARL	B
13	SOCIETE BEL MALBROUK	B
14	STE COMAR SARL	B
15	GE GROUP SARL	B
16	UNION ENTERPRISE	B

NB : Les entreprises des catégories concernées ne figurant pas dans cette liste peuvent faire acte de candidature à condition de produire leur attestation de catégorisation dûment signée du Ministre Chargé des Marchés Publics ;

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne (online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

6. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercice 2024 et suivants. Le coût global prévisionnel est de 6 500 000 000 (six milliards cinq cents millions) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

7. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est de douze (12) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent cinquante (150) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics et d'un montant égal à :

N° lot	Montant de la caution en FCFA
Unique	Cent trente million (130 000 000)

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de huit Cent Mille (800 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier. Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après :

- les Pièces administratives (volume 1) ;
- l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'Offre financière (Volume 3).

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 09 JUL 2024 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau

bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 04 JUIN 2024 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

**“ APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 004/AONR/MINTP/ CIPM-TCRI/CCCM-TR/2024 DU 01 JUIN 2024
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION
(REVÊTEMENT EN ENDUIT BICOUCHE ET EN BÉTON BITUMINEUX) DE LA ROUTE
SANGMÉLIMA - NKOLOTOU'OUTOU (19,00 KM) Y COMPRIS BRETELLE DERRIÈRE HÔPITAL
DE REFERENCE - DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE MINMAP - SITE LÉGION DE
GENDARMERIE (1,5 km) DANS LA RÉGION DU SUD.
Financement : BIP du MINTP, exercice 2024 et suivants
(Copie de sauvegarde) ».**

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation du dossier administratif, des offres technique et financière seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée par le Ministre en charge des Finances à émettre les cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des volumes 1, 2 et 3 contenant les pièces administratives, les offres technique et financière aura lieu le 04 JUIN 2024 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet ou non-conforme pour :

- a) Absence ou non-conformité de l'original de la caution de soumission à l'ouverture ;
- b) Absence de la copie certifiée conforme de l'attestation de catégorisation délivrée par le MINMAP ;
- c) Absence ou non-conformité 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;

B : Offre Technique incomplète ou non conforme pour absence ou non-satisfaction de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- e) Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- f) Déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- g) un Directeur du Projet remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- h) une attestation de capacité financière ou une ligne de crédit d'au moins 1 950 000 000 FCFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire reconnue ;

C : Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :

- i) la soumission, timbrée, datée et signée (voir modèle pièce 8.1) ;

- j) le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- k) le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- l) les sous – détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11).
 - i. Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
 - ii. Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou non authentique ;
 - iii. N'avoir pas obtenu au moins un total de 21 critères sur l'ensemble des 30 critères essentiels ;
 - iv. Non-conformité du mode de soumission ;
 - v. Non-respect du format de fichier des offres ;
 - vi. Absence de la copie de sauvegarde ;

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 30 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous:

- a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur 18 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 10 critères ;
- c) La Visite des lieux et le rapport illustré de la visite de site sur 02 critères ;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

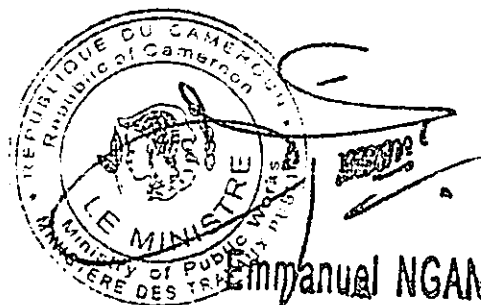
20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé le 04 JUIN 2024

Ampliations :

- ARMP (pour publication et archivage)
- MINTP (pour information)
- MINMAP (pour information)
- CIPM-TCRI (pour information)
- SOPECAM
- Affichage (pour information)
- Archiv



 Emmanuel NGANOU D.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

0040

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS

04 JUN 2024

N° 0040 /AAONR/MINTP/ CIPM-TCRI /CCCM-TR/2024..... OF _____,
FOR THE EMERGENCY PROCEDURE FOR THE REHABILITATION (DOUBLE-LAYER
COATING AND BITUMINOUS CONCRETE) OF THE SANGMÉLIMA -
NKOLOTOU'OUTOU ROAD (19.00 KM) INCLUDING THE RAMP BEHIND THE
REFERENCE HOSPITAL - MINMAP DEPARTMENTAL DELEGATION - GENDARMERIE
LEGION SITE (1.5 KM) IN THE SOUTH REGION.

Financing: MINTP PIB, 2024, 2025 and 2026 financial year.

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government, a Limited National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of rehabilitation works (double surface dressing and bituminous concrete pavement) on certain roads in the South Region.

2. Allotment

The works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road Sections	Estimated Length (km)	Estimated Budget, incl. taxes (CFAF)	Time Frame (months)	Type of Intervention
Single	South	Sangmelima - Nkolotou'toutou	19.00	6,500,000,000	12	Rehabilitation
		Ramp: Reference Hospital - MINMAP Divisional Delegation - Gendarmerie Legion site	1.5			
TOTAL			20.5	6,500,000,000		

3. Scope of Works

The scope of the work includes the following activities:

> SITE INSTALLATION

- Site installations, their maintenance and functioning for the duration of the works;
- Bringing in and removing equipment;
- Construction and geotechnical studies.

> SITE CLEARANCE AND PREPARATION

- Site clearance and removal of topsoil;
- Grassing of embankments;
- Demolition of hydraulic structures.

> EARTHWORKS

- Non- reusable spoil or excavation;
- Backfill from borrowed material;
- Scarification of two-layer surfaces;
- Compaction and profiling of the earthwork platform;
- A subgrade of natural lateritic gravel (30cm thick).

> WORK ON THE ROADWAY

The carriageway, with an average width of five (05) metres, will consist of :

- A sub-base layer of lateritic gravel (30cm thick);
- A sub-base layer of lateritic gravel (Th=20cm);
- A base layer of crushed gravel 0/31.5 (thickness=15cm);
- An impregnation layer using cut back 0/1 or emulsion with sand blasting;
- A wearing course of two-layer surface dressing with a few sections of bituminous concrete (thickness = 05 cm);

- Treatment of certain potholes.

➤ SEWAGE WORKS

Construction work on the sewage works includes:

- construction of drainage ditches
- construction of gutters
- construction of downspouts
- construction of drainage gutters
- the construction of stone masonry riffles.

➤ ENGINEERING WORKS

- Construction of framework gutters.

➤ SIGNS AND EQUIPMENT

- Metal crash barriers
- Horizontal signs
- Vertical signs
- Installation of penta-kilometre bollards

➤ OTHER WORKS

- Network relocation

These works are further detailed in the Special Technical Clauses (CCTP).

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all categories A and B public works contractors or business groupings governed by Cameroon law, following results of the categorisation of contractors in the "road" sub-sector of activities in accordance with the table below:

Number	Enterprise	Category
1	BUNS	A
2	CROISIÈRE BTP SARL	A
3	MAG SARL	A
4	RAZEL FAYAT CAMEROUN	A
5	ROUTD'AF	A
6	SOMAF	A
7	STE CABTE SARL	A
8	CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING COMPANY CAMEROON	A
9	HAB SA	A
10	ETH SARL	B
11	SEMIC SARL	B
12	SLEB SARL	B
13	SOCIETE BEL MALBROUK	B
14	STE COMAR SARL	B
15	GE GROUP SARL	B
16	UNION ENTERPRISE	B

Note: Companies in the relevant categories not included in this list may bid as well provided they produce their categorisation certificate, duly signed by the Minister in charge of Public Contracts;

5. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "online". In other words, physical tender submission shall not be applicable.

6. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, 2024 Financial Year et seq. The overall estimated cost shall be 6,500,000,000 (six billion five hundred million) CFA francs, inclusive of taxes.

7. Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be twelve (12) calendar months. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

8. Provisional Guarantee (Bid Bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and fifty (150) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued, in keeping with the model indicated in the tender documents, and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts. The amount shall be as follows:

Lot No.	Amount of the bid bond in CFAF
Single	Un hundred and thirty million (130,000,000)

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond shall have been provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde, Room 206, and soft copies on COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Call for Tenders.

10. Acquisition of Tender Documents

The Tender Documents shall be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of eight hundred thousand (800,000) CFA francs.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, Email, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the addresses indicated above. However, online tendering shall be subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes:

- Administrative Files (Volume 1);
- Technical Offer (Volume 2);
- Financial Offer (Volume 3).

The various documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of the same colour other than white.

The maximum size of the aforementioned files (Volumes 1, 2 and 3) to transit through the platform and constitute the tenderer's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Acceptable formats shall include:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure to use a compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

12. Submission of Tenders

Tenderers shall upload the bid on COLEPS platform no later than 09 Oct 2024 at 11 a.m.

In addition, a backup copy of the bid saved in a CD, DVD or USB drive shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde, Room 210 no later than 09 JUIL 2024 at 11 a.m. The sealed envelope must bear the following:

“LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. _____ /AAONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2024 OF 04 JUIL 2024
FOR THE EMERGENCY PROCEDURE FOR THE REHABILITATION (DOUBLE-LAYER COATING
AND BITUMINOUS CONCRETE) OF THE SANGMÉLIMA - NKOLOTOU'OUTOU ROAD (19.00
KM) INCLUDING THE RAMP BEHIND THE REFERENCE HOSPITAL - MINMAP
DEPARTMENTAL DELEGATION - GENDARMERIE LEGION SITE (1.5 KM) IN THE SOUTH
REGION.
Financing: MINTP PIB, 2024, 2025 and 2026 financial year .
(Backup copy)”.

13. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of administrative documents from technical and financial offers shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

The tenders shall be opened at once. Envelopes A, B, C containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 09 JUIL 2024 at 12 noon prompt in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located at the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaoundé.

Tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a business grouping) with sound knowledge of their file.

The Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

A: Incomplete or non-compliant administrative file due to:

- a) Absence or non-compliance of the original bid bond at the opening session;
- b) Absence of the certified true copy of the grading certificate issued by the Minister of Public Contracts;
- c) Absence or non-compliance of at least one of the documents in the administrative file, after 48 hours following the opening of tenders;
- d) False declaration, forged or unauthentic document;

B: Incomplete or non-compliant technical offer due to the absence or non-fulfilment of one of the following criteria/conditions:

- e) A methodology notes (organisation, planning and understanding of the project);
- f) A formal declaration attesting that the bidder did not fail to complete a public contract over the past three years and is not on the list of defaulting contractors drawn by the Ministry of Public contracts;
- g) One Project Director meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation;
- h) An attestation of financing capacity or a line of credit of at least 1,950,000,000 CFAF issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance or by a recognised banking commission.

C: Incomplete financial offer due to the absence or non-compliance of one of the following documents:

- i) Stamped, signed and dated bid (see document 8.1. model);

- j) Unit Price schedule (UPS) compliant with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- k) Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts exclusive of VAT and inclusive of taxes;
- l) Breakdowns of quantified unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model).
 - i. Omission of a quantified unit price in the financial offer;
 - ii. False declaration, forged or unauthentic document;
 - iii. Failure to have obtained at least a total of 21 out of the overall 30 essential criteria;
 - iv. Non-compliance with the prescribed bidding method;
 - v. Non-compliance with the tender file format;
 - vi. Absence of a backup copy;

15.2 Essential Criteria

The evaluation of technical offers shall be done out of 30 criteria on the basis of the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff (Document 9.5) out of 18 criteria;
- b) Equipment to be mobilised out of 10 criteria;
- c) Documented report of the site visits out of 2 criteria;

Note: Any State employee listed among the staff, who failed to submit all documents justifying their availability as notified by the Public Service, shall not be accepted.

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

17. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

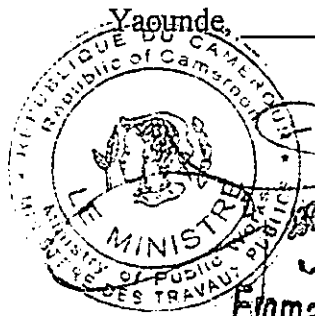
20. Fight against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

True copies:

- PCRA (For publication and filing);
- MINTP (for information);
- MINMAP (for information);
- CIPM-TCRI (for information);
- SOPECAM;
- Notice board (for information);
- Archive.

Yaounde, 04 JUN 2024



Emmanuel NGANOU D.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

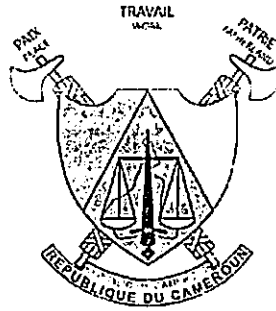
DIRECTION DES CONTRATS

CELLULE DES APPELS OFFRES

CHARGE D'ÉTUDES ASSISTANT N°1

INGÉNIEUR D'ÉTUDES N°3

RA 2



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

SECRETARIAT GENERAL

CONTRACTS DEPARTMENT

TENDERS UNIT

RESEARCH ASSISTANT N°1

DESIGN ENGINEER N°3

-4719

N° /LIS/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA1/IE3/RA.

04 JUN 2024

Yaoundé, le

Le Ministre des Travaux Publics
The Minister of Public Works

A

Monsieur le Directeur Général de
l'Entreprise / Mandataire du
groupement

Objet : Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de réhabilitation (revêtement en enduit bicouche et en béton bitumineux) de la route Sangmélima - Nkolotou'outou (19,00 km) y compris bretelle derrière hôpital de référence - Délégation Départementale MINMAP - site Légion de gendarmerie (1,5 km) dans la Région du Sud.

Financement : Budget du MINTP, Exercices 2024 et Suivants.

Madame/Monsieur,

1. J'ai l'honneur de vous informer que vous avez été pré qualifié pour le projet cité en objet et que vous êtes donc admis à soumissionner.
2. Je vous invite maintenant, ainsi que les autres concurrents pré-qualifiés à vous enregistrer dans la plateforme COLEPS en suivant les étapes du Guide de procédure de soumission en ligne ci-joint d'une part et à soumissionner uniquement en ligne via ladite plateforme pour l'exécution des travaux relatifs au projet cité en objet d'autre part.
3. Un jeu complet du dossier d'appel d'offres peut être consulté gratuitement et retiré sur présentation d'une quittance de paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable huit cent mille (800 000) Francs CFA à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis
4. Toutes les soumissions doivent être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant tel que défini dans l'Avis d'Appel d'Offres, et doivent être remises dans les services du Maître d'Ouvrage à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, au plus tard, le 09 JUN 2024 à 11 heures. Les plis seront ouverts ce même jour à 12 heures en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis.
5. La présente lettre d'invitation est adressée aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais des catégories A et B à l'issue de

la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « route » conformément au tableau ci-après :

Numéro	Entreprise	Catégorie
1	BUNS	A
2	CROISIÈRE BTP SARL	A
3	MAG SARL	A
4	RAZEL FAYAT CAMEROUN	A
5	ROUTD'AF	A
6	SOMAF	A
7	STE CABTE SARL	A
8	CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING COMPANY CAMEROON	A
9	HAB SA	A
10	ETH SARL	B
11	SEMIC SARL	B
12	SLEB SARL	B
13	SOCIETE BEL MALBROUK	B
14	STE COMAR SARL	B
15	GE GROUP SARL	B
16	UNION ENTERPRISE	B

NB :

- Les entreprises concernées ne figurant pas dans cette liste peuvent faire acte de candidature à condition de produire leur attestation de catégorisation dûment signée du Ministre Chargé des Marchés Publics ;
- L'entreprise ARAB CONTRACTORS n'a pas autorisé à participer à cet Appel d'Offres vue sont implications dans la réalisation des études technique du projet conformément à l'Article 198 alinéa 1 du Décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

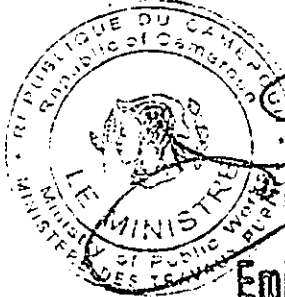
6. Les candidats de cette liste restreinte peuvent s'associer en groupement avec au plus une Entreprise des catégories A, B et C. En d'autres termes, il ne peut pas avoir de groupement de plus de deux (02) membres.

7. Veuillez avoir l'obligeance de nous faire savoir et dans un délai maximum de sept (07) jours à partir de la réception de la présente Lettre d'Invitation à Soumissionner que vous l'avez reçue ; et si vous aurez à soumissionner.

Veuillez agréer Madame/Monsieur, l'assurance de ma distinguée considération.

Ampliations :

- DG/ARMP
- P/ CIPM-TCRI
- P/ CCCM-TR
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Emmanuel NGANOU D.